

Ils relèvent les défis !

Ce document contient la transcription textuelle d'une vidéo du MOOC UVED « Outre-mer et Objectifs de Développement Durable ». Ce n'est donc pas un cours écrit au sens propre du terme ; le choix des mots et l'articulation des idées sont propres aux interventions orales des auteurs.

La mise en politique du développement durable dans les Outre-mer

par Justin Daniel, professeur à l'université des Antilles

Je vais vous entretenir de l'enjeu du développement durable dans nos territoires, la Guadeloupe, la Martinique en particulier, avant d'enchaîner sur la mise en politique de ce développement durable.

1. Introduction

Je veux partir d'un constat général, à savoir que cet enjeu a émergé sur la scène publique et politique assez tardivement dans nos territoires pour une raison bien simple.

C'est que pendant longtemps, notre démarche en matière de développement a consisté à essayer de rattraper le niveau de développement de l'hexagone en étant fort peu soucieux de la dimension environnementale qui constitue l'un des piliers majeurs du développement durable. Aujourd'hui, les choses ont néanmoins évolué puisque le discours sur le développement durable sature l'espace public et il est repris également par les décideurs politiques. Néanmoins, la mise en politique de ce développement durable se heurte à un certain nombre de problèmes, d'obstacles sur lesquels je voudrais attirer l'attention.

2. Complexité de l'architecture politico-institutionnelle

D'abord, il faut tenir compte de la complexité de l'architecture politico-institutionnelle de nos territoires. En effet, sur un même espace, celui de la Guadeloupe ou la Martinique, vous avez plusieurs niveaux de décision. Par exemple, la commune, les établissements publics de

coopération intercommunale, les communautés d'agglomérations de la Martinique, mais vous avez aussi la Région et le Département Guadeloupe, la collectivité territoriale de Martinique, auxquels il faut ajouter, bien sûr, l'État et l'Union européenne.

Donc il y a à trouver une articulation pertinente entre ces différents niveaux de décision.

3. fragmentation de l'action publique

Et puis, il y a un deuxième problème, c'est la fragmentation de l'action publique en la matière. En effet, il y a beaucoup d'acteurs, les administrations que je viens de citer, mais aussi des parties prenantes qui sont concernées par l'enjeu du développement durable. Et là aussi, il faut réfléchir à des espaces de coordination de façon à pouvoir mettre en œuvre des politiques efficaces. Donc là, nous sommes face à des difficultés.

4. Appropriation et implication citoyennes

Et j'ajouterais que le développement durable suppose également une forte implication de la population, laquelle doit s'approprier cet enjeu. Or, aujourd'hui, nous en sommes relativement loin. Pourquoi ? Parce que les perceptions des citoyens sont très nettement différenciées. Donc ce sont des considérations qu'il faut prendre en compte pour élaborer et mettre en œuvre une politique durable. J'observe, s'agissant des citoyens aujourd'hui, qu'ils ont tendance à fonctionner un peu par délégation, à se retirer un peu de l'espace public en se contentant de renouveler périodiquement le personnel politique à travers les élections, sans s'impliquer véritablement dans l'action publique. Ce sont des activistes, qui souvent, compensent cette faiblesse de participation de la part des citoyens.

On voit donc aujourd'hui, pour résumer, qu'il y a une prise de conscience très nette en matière de développement durable. Le périmètre même de cette notion a évolué pour tenir compte, par exemple, de l'érosion, de la nécessité de préserver la biodiversité. Pour tenir compte également des crises et des enjeux globaux tels que le réchauffement climatique. Tout le monde a pris conscience, plus ou moins, de cette nécessité. Mais, de là à élaborer et mettre en œuvre des programmes d'action efficaces et efficaces dans ce domaine, il reste un pas à franchir. J'ajouterais que les difficultés d'appropriation de cet enjeu de développement durable par la population sont également très importantes.

D'abord il y a, comme je l'ai dit tout à l'heure, une tendance à se retirer sur son espace privé tout en étant extrêmement exigeant à l'égard des élus. Mais, surtout, il y a des appréciations qui diffèrent en fonction des usages que l'on peut avoir dans certains domaines. Je prendrai un exemple.

Aujourd'hui, à la Martinique, il y a une pression très forte sur le foncier. Il y a des conflits d'usages autour de la question foncière entre ceux qui veulent, par exemple, installer,

implanter, des activités économiques sur telle ou telle portion du territoire, et ceux qui considèrent que la préservation de l'environnement est avant tout prioritaire. Ce sont des conflits qui parfois peuvent dégénérer, d'ailleurs, et réactiver des affrontements qui s'inscrivent dans l'histoire même de la Martinique. On a vu au cours de ces dernières années des tensions socio-raciales être réactivées autour de l'empoisonnement des terres, par exemple, à la chlordécone, ou encore autour de l'implantation de telle ou telle activité dans la zone des mangroves.

5. Vers une implication accrue de la population

Une piste pour faire en sorte que la population s'implique davantage qu'elle ne le fait jusqu'à maintenant, ce serait peut-être pour résoudre, surmonter certaines controverses sociotechniques, organiser ce que j'appellerai des forums hybrides permettant de croiser les points de vue, de croiser les savoirs, de croiser les différentes formes de connaissances en étant respectueux de la place de chacun. Il ne s'agit pas d'adopter d'attitude surplombante mais de coconstruire ensemble à travers ces forums hybrides. Et c'est la meilleure façon, à mon avis, de fortifier cette prise de conscience de l'importance de l'enjeu du développement durable dont j'ai parlé tout au long de cet enseignement.

6. Conclusion

Nous avons réalisé des progrès dans le domaine de la mise en œuvre des politiques de développement durable, mais le chemin qui reste à parcourir est quand même assez long pour que l'on puisse, peut-être, infléchir, à défaut de modifier de manière substantielle, notre modèle de développement, qui, par ailleurs, est essoufflé. Il faudrait donc faire en sorte que ce modèle de développement puisse intégrer le paramètre du développement durable, voire même qu'il soit entièrement irrigué par ce paramètre. De façon que l'enjeu même du développement durable ne soit pas dilué dans des actions qui se révèlent un peu trop dispersées.